

Pour diffusion immédiate

DOLLARAMA ANNONCE DE SOLIDES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE ET RENOUVELLE SON OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

MONTRÉAL (Québec), le 12 juin 2014 – Dollarama inc. (TSX: DOL) (« Dollarama » ou la « Société ») annonce aujourd'hui une hausse de ses ventes, de son résultat net et de son résultat net par action pour le premier trimestre clos le 4 mai 2014. Bien que ses résultats aient subi l'incidence défavorable des conditions météorologiques difficiles, la Société continue d'accroître ses ventes et son résultat net.

Faits saillants de nature financière et opérationnelle

Tous les chiffres correspondants présentés ci-dessous et plus loin à la rubrique « Résultats financiers » portent sur le premier trimestre clos le 4 mai 2014, en comparaison du premier trimestre clos le 5 mai 2013. L'information financière présentée dans le présent communiqué de presse a été préparée conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada établis à la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Dans le présent communiqué de presse, le BAIIA, le total de la dette et la dette nette, appelés « mesures hors PCGR », sont utilisés pour faciliter la compréhension des résultats financiers de la Société. Une description complète de l'emploi que fait la Société des mesures hors PCGR est fournie à la note 1 de la rubrique « Principales informations financières trimestrielles consolidées » du présent communiqué de presse.

Dans le présent communiqué de presse, « exercice 2014 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2014 et « exercice 2015 » désigne l'exercice de la Société qui se terminera le 1^{er} février 2015.

Comparativement au premier trimestre de l'exercice 2014

- Les ventes ont augmenté de 11,8 % pour s'établir à 501,1 M\$;
- Les ventes des magasins comparables²⁾ ont augmenté de 3,3 %;
- La marge brute³⁾ s'est établie à 35,4 % des ventes, comparativement à 35,9 % des ventes:
- Le BAIIA¹⁾ s'est accru de 13,0 % pour s'établir à 86,2 M\$, soit 17,2 % des ventes, comparativement à 17,0 % des ventes;
- Le changement d'estimation comptable de la durée d'utilité du matériel des magasins et des entrepôts ainsi que des améliorations locatives a réduit d'environ 4,0 M\$ la dotation aux amortissements pour la période de présentation de l'information financière (ce qui a eu une incidence positive de 0,04 \$ sur le résultat net dilué par action);
- Le résultat d'exploitation a augmenté de 19,0 % et s'est chiffré à 77,4 M\$, soit 15,4 % des ventes, comparativement à 14,5 % des ventes;
- Le résultat net dilué par action a augmenté de 25,8 %, passant de 0,62 \$ à 0,78 \$.

En outre, la Société a ouvert un nombre net de 25 nouveaux magasins durant le premier trimestre de l'exercice 2015, contre un nombre net de 21 nouveaux magasins durant la période correspondante de l'exercice précédent.

« Nous sommes satisfaits de la croissance dont témoignent nos résultats du premier trimestre, compte tenu de l'incidence défavorable que les conditions météorologiques difficiles ont continué d'avoir sur l'achalandage des magasins cet hiver et ce printemps. Nous avons réalisé de très bonnes ventes à Pâques et, avec l'ouverture d'un nombre net de 25 nouveaux magasins au cours du trimestre, nous demeurons sur la bonne voie pour élargir notre réseau de magasins par l'ajout d'un nombre net de 70 à 80 nouveaux magasins cette année », a indiqué Larry Rossy, président du conseil et chef de la direction de Dollarama.

Résultats financiers

Les ventes du premier trimestre de 2015 ont augmenté de 11,8 % pour s'établir à 501,1 M\$ par rapport à 448,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par les facteurs suivants : i) l'augmentation, au cours des douze derniers mois, du nombre de magasins, qui est passé de 806 en date du 5 mai 2013 à 899 en date du 4 mai 2014; ii) le chiffre d'affaires élevé réalisé pour la période de Pâques, ainsi que iii) la croissance interne continue des ventes attribuable à la hausse de 3,3 % des ventes des magasins comparables au premier trimestre de l'exercice 2015, en sus de la hausse de 3,7 % des ventes des magasins comparables au premier trimestre de l'exercice 2014.

La hausse des ventes des magasins comparables pour le premier trimestre de l'exercice 2015 est attribuable à une augmentation de 3,7 % du montant moyen des transactions, contrebalancée en partie par une baisse de 0,4 % du nombre de transactions.

Pour ce trimestre, 62,0 % de nos ventes provenaient de produits vendus à plus de 1,00 \$, comparativement à 58,0 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux de pénétration des cartes de débit a aussi augmenté, 42,0 % des ventes ayant été réglées par cartes de débit contre 40,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La marge brute s'est établie à 35,4 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2015, comparativement à 35,9 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Ce recul est principalement attribuable à ce qui suit : i) une légère diminution des marges sur les produits qui s'explique par le fait que la Société absorbe une partie des hausses de coûts afin de continuer d'offrir des marchandises à prix attrayant à sa clientèle et ii) une hausse des coûts des services publics des magasins en raison des températures froides de l'hiver et du printemps. Dans l'ensemble, la marge brute demeure conforme aux attentes de la direction, qui continue de s'efforcer de maintenir une offre de produits attrayante à sa clientèle dans un environnement de vente au détail de plus en plus concurrentiel.

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2015 se sont élevés à 91,3 M\$, une augmentation de 8,2 % par rapport à 84,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation du nombre total de magasins.

Les frais généraux pour le premier trimestre de l'exercice 2015 ont représenté 18,2 % des ventes, une amélioration de 0,6 % comparativement à 18,8 % des ventes pour le premier trimestre de l'exercice 2014. La diminution des frais généraux en pourcentage des ventes découle essentiellement des améliorations de la productivité du personnel des magasins mises en œuvre au cours de l'année. Le 1^{er} juin 2014, la province d'Ontario a augmenté le salaire minimum de 7,3 %, ce qui, au cours de l'exercice 2015, posera des obstacles aux gains réalisés par nos initiatives de productivité.

La dotation aux amortissements a diminué de 2,4 M\$, passant de 11,2 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014 à 8,8 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. Par suite de l'examen de ses améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts, le 3 février 2014, la Société a accru la durée d'utilité estimative de la quasi-totalité de ses améliorations locatives et du matériel des magasins et des entrepôts. L'incidence de ce changement a été une réduction d'environ 4,0 M\$ de la dotation aux amortissements pour la période de 13 semaines close le 4 mai 2014. La réduction de 4,0 M\$ comprend une réduction de 2,5 M\$ de la dotation à l'amortissement des améliorations locatives et une réduction de 1,5 M\$ de la dotation à l'amortissement du matériel des magasins et des entrepôts.

Les coûts de financement nets ont augmenté de 2,2 M\$, passant de 2,3 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014 à 4,5 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015, par suite surtout de la hausse des emprunts au titre de la dette à long terme.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, le résultat net a augmenté pour atteindre 53,2 M\$, soit 0,78 \$ par action après dilution, contre 45,6 M\$, soit 0,62 \$ par action après dilution, pour la période correspondante de l'exercice 2014.

Dividende

Le 12 juin 2014, le conseil d'administration de la Société a annoncé qu'il avait approuvé un dividende trimestriel de 0,16 \$ par action ordinaire à l'intention des porteurs de ses actions ordinaires. Le dividende trimestriel de la Société sera versé le 6 août 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 4 juillet 2014. Ce dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 au premier trimestre clos le 4 mai 2014 s'est élevé à 1 790 230 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 85,91 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totale de 153,8 M\$. Le nombre total d'actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de 2013-2014 depuis le 17 juin 2013 a totalisé 5 510 648 actions ordinaires, à un prix moyen pondéré de 81,12 \$ par action ordinaire, pour une contrepartie en trésorerie totale de 447,0 M\$.

Le 12 juin 2014, la Société a annoncé que son conseil d'administration a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et que la Société a obtenu l'autorisation de la TSX afin de racheter, aux fins d'annulation, au plus 2 341 929 actions ordinaires, soit 3,5 % des 66 912 276 actions ordinaires émises et en circulation à la fermeture des marchés le 11 juin 2014 (l'« offre de rachat de 2014-2015 »). Les rachats peuvent commencer le 17 juin 2014 et prendront fin au plus tard le 16 juin 2015. La Société a également annoncé qu'elle a conclu avec un courtier une convention visant un programme de rachat automatique afin de permettre le rachat de ses actions ordinaires aux termes de l'offre de rachat de 2014-2015 lorsqu'elle ne serait normalement pas active sur les marchés en raison de périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. La direction rachètera les actions ordinaires à son gré en dehors des périodes d'interdiction d'opérations préalablement établies, en conformité avec les règles de la TSX et les lois en valeurs mobilières applicables. Le conseil d'administration estime que le rachat par Dollarama de ses actions ordinaires constitue une utilisation adéquate et souhaitable de sa trésorerie disponible afin d'accroître la valeur pour les actionnaires.

À propos de Dollarama

Dollarama est le plus important exploitant de magasins à un dollar du Canada avec 899 magasins au pays. Nous offrons à notre clientèle une gamme d'articles attrayants dans des magasins bien situés, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes. L'objectif de Dollarama est d'offrir une expérience de magasinage uniforme, en proposant une vaste gamme de biens de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers. Nos produits de qualité sont vendus soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 3,00 \$.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés dans le présent communiqué de presse portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre volume d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou tout autre événement ou fait nouveau à venir, et ils constituent des énoncés prospectifs. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à notre disposition ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur du commerce de détail au Canada et que nous avons formulées à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, la conjoncture actuelle et l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs que nous jugeons pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que nos résultats, notre volume d'activité, nos réalisations ou notre rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment, sans s'y limiter, les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2014 (disponible sur SEDAR à www.sedar.com) : augmentations futures des charges d'exploitation et du coût des marchandises, incapacité de maintenir une gamme de produits et de nous réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de nos magasins, de nos entrepôts, de notre centre de distribution et de notre siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir en temps opportun de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution, caractère saisonnier, incapacité de maintenir notre image de marque et notre réputation, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque relatif à notre dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, conjoncture générale de l'économie, incapacité d'attirer et de conserver des employés de qualité, départ de hauts dirigeants, interruptions des systèmes de technologie de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, catastrophes naturelles et perturbations géopolitiques, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, litiges, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, et conformité sur les plans réglementaire et environnemental.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur nous; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse visent à décrire nos attentes en date du 12 juin 2014, et nous n'avons pas l'intention et déclinons toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si nous y sommes tenus en vertu de la loi. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué de presse doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Pour de plus amples renseignements :

Investisseurs
Michael Ross, FCPA, FCA
Chef de la direction financière et secrétaire
(514) 737-1006, poste 1237
michael.ross@dollarama.com

Médias Lyla Radmanovich Cabinet de relations publiques NATIONAL (514) 843-2336

www.dollarama.com

Principales informations financières trimestrielles consolidées

	Périodes de 13	es de 13 semaines closes les		
(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)	4 mai 2014 \$		5 mai 2013 \$	
Données sur le résultat				
Ventes	501 141		448 120	
Coût des produits vendus	323 646		287 446	
Profit brut	177 495		160 674	
Frais généraux	91 295		84 406	
Dotation aux amortissements	8 785		11 229	
Résultat d'exploitation	77 415		65 039	
Coûts de financement nets	4 485		2 313	
Résultat avant impôt	72 930		62 726	
Charge d'impôt sur le résultat	19 706		17 081	
Résultat net	53 224		45 645	
Résultat net de base par action ordinaire	0,78	\$	0,62 \$	
Résultat net dilué par action ordinaire	0,78		0,62 \$	
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période :				
De base	68 360		73 102	
Dilué	68 612		73 274	
Autres données Croissance des ventes d'un exercice à l'autre Croissance des ventes des magasins comparables ²⁾ Marge brute ³⁾ Frais généraux en pourcentage des ventes ³⁾ BAIIA ¹⁾ Marge d'exploitation ³⁾ Dépenses d'investissement Nombre de magasins ⁴⁾ Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾ Dividendes déclarés par action ordinaire	11,8 3,3 35,4 18,2 86 200 15,4 19 321 899 9 934 0,16	% % %	12,6 % 3,7 % 35,9 % 18,8 % 76 268 14,5 % 20 050 806 9 939 0,14 \$	
	\$ \$		\$	
Données tirées de l'état de la situation financière Trésorerie et équivalents de trésorerie Stocks de marchandises Immobilisations corporelles Total de l'actif Total de la dette Dette nette	37 390 361 630 260 123 1 548 776 546 102 508 712	-	71 470 364 680 250 612 1 566 780 403 017 331 547	

Dans le présent communiqué de presse, le BAIIA, la marge du BAIIA, le total de la dette et la dette nette sont considérés comme des « mesures hors PCGR ». Les mesures hors PCGR ne sont pas des mesures généralement reconnues selon les PCGR et n'ont pas de sens normalisé aux termes des PCGR. Le BAIIA, la marge du BAIIA, le total de la dette et la dette nette font l'objet d'un rapprochement ci-après. Les mesures hors PCGR que calcule la Société pourraient ne pas être comparables à celles utilisées par d'autres émetteurs et doivent être considérées comme un complément aux mesures comparables calculées selon les PCGR et non pas comme un substitut ni comme des mesures supérieures.

Nous avons inclus des mesures hors PCGR afin de fournir aux investisseurs des mesures complémentaires de notre performance financière et opérationnelle. Nous estimons que les mesures hors PCGR sont des mesures complémentaires importantes de la performance financière et opérationnelle, car elles éliminent les éléments qui ont une incidence moindre sur celles-ci, mettant ainsi en évidence des tendances dans nos activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous pensons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours aux mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs, qui sont nombreux à utiliser ces mesures aux fins de la présentation de leurs résultats. Notre direction fait par ailleurs appel aux mesures hors PCGR pour faciliter la comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assumer le service de la dette, les dépenses d'investissement et les besoins en fonds de roulement dans l'avenir.

	Périodes de 13 semaines closes les		
(en milliers de dollars)	4 mai 2014 \$	5 mai 2013 \$	
Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :			
Résultat d'exploitation Ajouter la dotation aux amortissements BAIIA	77 415 8 785 86 200	65 039 11 229 76 268	
Marge du BAIIA ³⁾	17,2 %	17,0 %	
	Au	<u>x</u>	
(en milliers de dollars)	4 mai 2014 \$	2 février 2014 \$	
Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :			
Dette à long terme	400 000	400 000	
Facilité de crédit renouvelable Intérêt à payer au titre de la partie courante de la dette à long terme	140 000 6 102	3 017	
Total de la dette	546 102	403 017	
Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :			
Total de la dette	546 102	403 017	
Trésorerie et équivalents de trésorerie Dette nette	(37 390) 508 712	(71 470) 331 547	

La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, y compris les magasins délocalisés et agrandis.

La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes. À la fin de la période.